

Burkina Faso
Unité - Justice - Progrès

Ministère de l'Economie, des
Finances et du Développement

Secrétariat Général

Institut National de la Statistique
et de la Démographie (INSD)



Les comptes nationaux trimestriels

(2^{ème} trimestre 2020)

- *Base 2015, SCN 2008*

Septembre 2020

Avertissement

Les comptes nationaux trimestriels (CNT) ont migré depuis la publication du premier trimestre 2020 conformément à la nouvelle base 2015 des comptes nationaux annuels et le nouveau manuel 2017 du FMI des CNT. Cette migration a connu un grand changement dans les sources des données primaires utilisées pour les estimations des valeurs ajoutées des branches, c'est notamment le cas de la base TVA qui est utilisée pour les estimations de la plupart des branches du secteur secondaire exception faite, de l'extraction et les branches du secteur tertiaire marchand. Ainsi, la méthode d'estimation mathématique a été utilisée en remplacement des méthodes économétriques utilisées dans les estimations antérieures. Ce qui peut être source de changement des taux de croissance trimestriels estimés dans le passé.

En plus des questions méthodologiques, la compilation des CNT du premier et du deuxième trimestre de l'année 2020 s'inscrivait déjà dans un environnement marqué par la crise sanitaire de la maladie à coronavirus dont des mesures barrières d'ordre économique et social ont été prises pour contrer l'évolution. Les méthodes d'estimation habituelles ne pouvaient plus être appliquées sans ajustement. C'est le cas notamment des branches informelles du commerce, du transport et de l'agroalimentaire qui ont connu des ajustements au regard de la fermeture des marchés, des mesures de confinement et de restriction des déplacements. L'ampleur des ajustements est plus prononcée au deuxième trimestre qui a connu deux mois de mesures barrières.

Un traitement particulier a été fait aussi pour l'estimation de la valeur ajoutée réelle de la branche des Administrations publiques (APU) afin de prendre en compte les jours non travaillés notamment dans l'éducation et les rotations instituées dans les autres segments de l'Administration. Ainsi, le calcul de l'évolution du salaire moyen, indicateur d'évolution des prix dans les APU, doit se faire en déduisant les jours non travaillés ; ce qui a eu pour impact d'augmenter le prix de la valeur ajoutée des APU et par conséquent diminuer la valeur ajoutée réelle de la branche. Des traitements différenciés ont été appliqués en distinguant les autres sous branches des APU de l'éducation qui a connu une fermeture totale des écoles et universités. Un deuxième traitement a été aussi apporté pour distinguer la productivité des cadres de celle des non-cadres. En effet, une hypothèse faite est qu'en l'absence de certains agents, les responsables, en majorité des cadres, ont continué à assurer le fonctionnement des services publics tout en fournissant plus de travail. Ainsi en tenant compte de tous ces traitements, la valeur ajoutée réelle des administrations publiques a connu une forte baisse au deuxième trimestre et une révision à la baisse au premier trimestre.

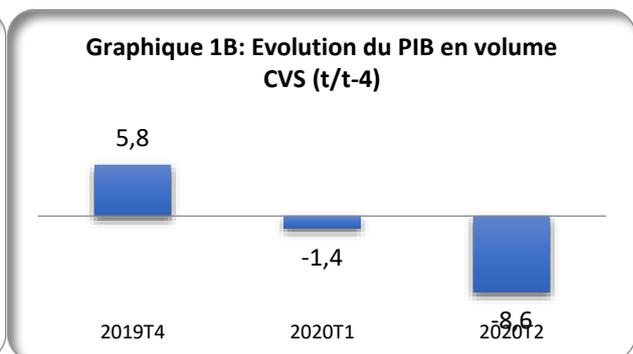
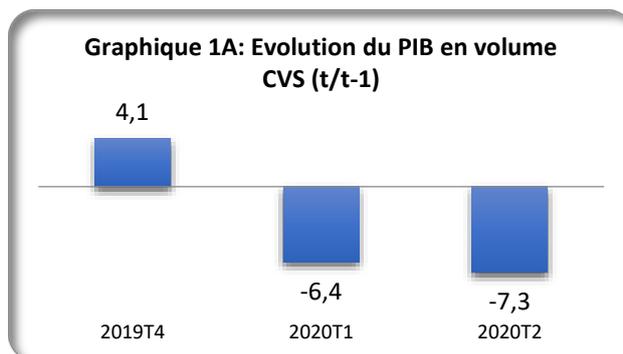
Une révision à la baisse de la production de l'agriculture a été appliquée pour se conformer aux hypothèses arrêtées sur la campagne 2020-2021 lors du cadrage macroéconomique qui a connu la participation des experts du domaine. Ainsi, l'estimation de la valeur ajoutée de l'agriculture est susceptible d'évoluer à la hausse ou à la baisse si toutes fois l'INSD dispose des données des estimations provisoires ou définitives de la campagne agricole.

Enfin, en ce qui concerne la dessaisonalisation des indicateurs, des méthodes particulières ont été appliquées pour tenir compte de la particularité de l'économie en période de la crise liée à la maladie à coronavirus. Ces méthodes ont été parcourues et discutées par l'ensemble de l'équipe de comptes nationaux et des modèles ont été arrêtés conformément à la particularité de chaque branche.

Le PIB recule de 7,3% au deuxième trimestre 2020 sous l'effet de la crise liée à la pandémie du coronavirus (COVID-19)

Au deuxième trimestre 2020, le PIB réel corrigé des variations saisonnières (CVS) recule de 7,3% par rapport au trimestre précédent après une baisse 6,4% enregistrée au premier trimestre 2020.

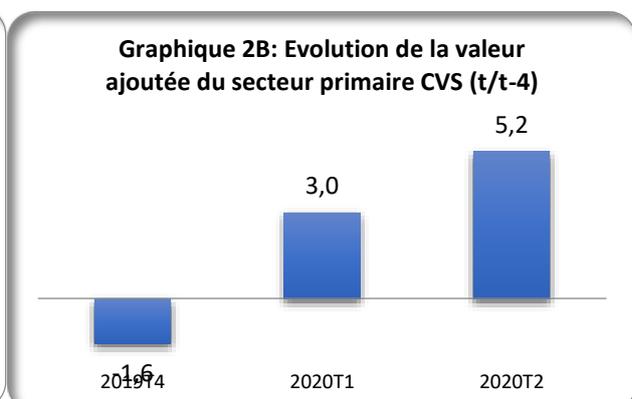
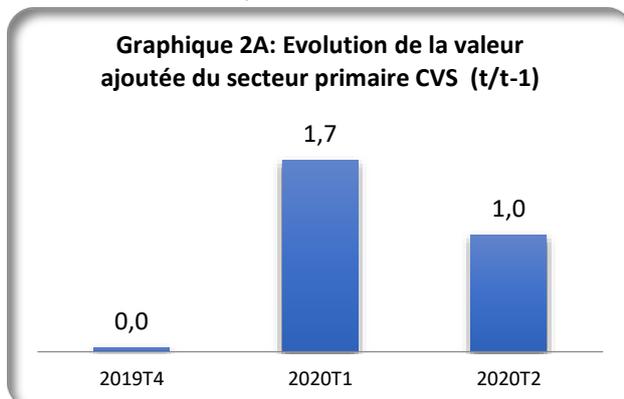
Ce recul de l'activité économique au cours du deuxième trimestre 2020 résulte principalement de la crise liée à la pandémie mondiale du coronavirus (COVID 19) qui a impacté l'activité économique nationale.



Une hausse de l'activité dans le secteur primaire (+1,0%)

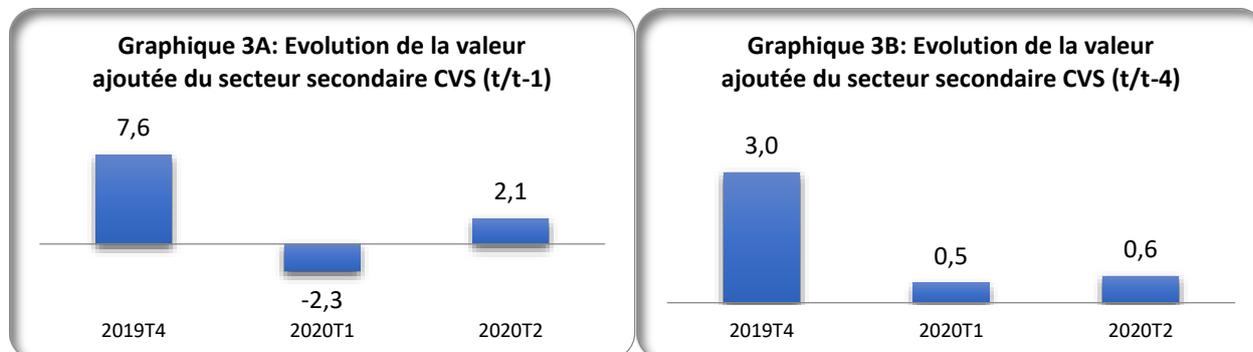
Au deuxième trimestre de 2020, la valeur ajoutée du secteur primaire augmente (+1,0%). Ce résultat dans le secteur primaire est dû principalement à la hausse observée dans l'agriculture (+2,1%). Les autres sous-branches du primaire connaissent des baisses en dehors de l'élevage qui est resté stable. En glissement annuel, la hausse dans l'agriculture est plus importante (+8,3%) en raison d'une anticipation positive de la campagne agricole en cours.

Comparée au deuxième trimestre de 2019, la valeur ajoutée du secteur primaire enregistre une hausse de 5,2%.



Une hausse exceptionnelle en période de crise dans le secteur secondaire (+2,1%) induite par les industries aurifères

Au deuxième trimestre 2020, la situation économique dans le secteur secondaire s'est améliorée par rapport au trimestre précédent (+2,1%). Cette situation exceptionnelle en période de crise s'explique par une hausse de l'activité économique dans les sous-secteurs des activités extractives (+7,1%) due à la remontée des cours de l'once d'or sur les marchés internationaux de matières premières. En revanche, l'activité économique régresse sous l'effet de la COVID 19 dans la plupart des autres sous-secteurs du secondaire.



La valeur ajoutée de l'extraction progresse (+7,1%) par rapport au trimestre précédent après une hausse de 4,8%. Cette hausse se justifie par le maintien des activités extractives notamment aurifères grâce aux mesures prises par le gouvernement et par une hausse historique du cours de l'or. En glissement annuel, la hausse est plus forte (+10,8)

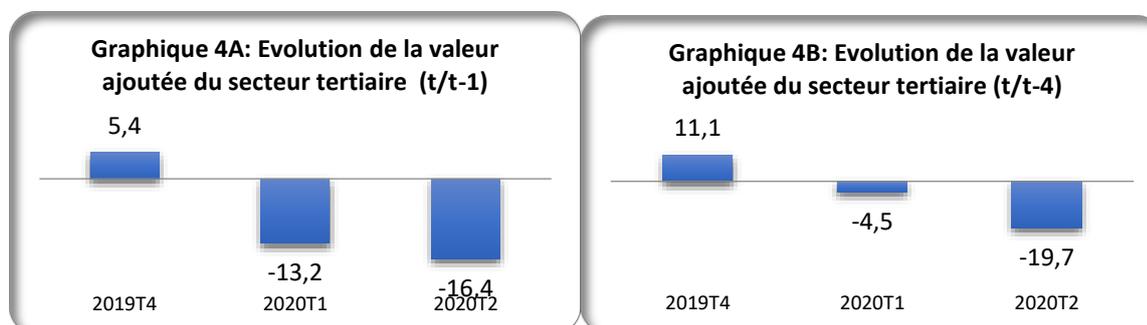
La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière baisse (-1,5%) par rapport au premier trimestre 2020. Cette baisse est entraînée par les sous-secteurs de l'agroalimentaire (-2,0%) et des autres industries manufacturières (-3,7%). Les sous-secteurs de fabrication de textiles et articles d'habillement et de fabrication de produits minéraux progressent respectivement de 1,9% et 3,7%.

La valeur ajoutée des activités de production d'énergie a faiblement progressé (+0,6%) par rapport au trimestre précédent. En comparaison au deuxième trimestre 2019, la hausse de la valeur ajoutée est de 5,9%.

L'activité économique dans le secteur du BTP se dégrade par rapport au premier trimestre 2020 (-5,1%). Comparée au même trimestre 2019, la baisse de la valeur ajoutée du BTP est plus importante (-15,9%).

Une forte baisse de l'activité dans le secteur tertiaire (-16,4%)

Au deuxième trimestre 2020, la valeur ajoutée du secteur tertiaire est en baisse (-16,4%) par rapport au trimestre précédent. Cette situation est la résultante de la pandémie à coronavirus ayant impacté l'ensemble des activités dans le secteur. Par rapport au même trimestre de 2019, on enregistre une baisse plus importante du tertiaire (-19,7%).



Tous les sous-secteurs du tertiaire, exception faite des services financiers, enregistrent des baisses de leurs valeurs ajoutées au deuxième 2020.

La valeur ajoutée des activités d'hébergement et de restauration chute de 26,1% par rapport au trimestre précédent. Dans le secteur du commerce et de la réparation, le recul de la valeur ajoutée se chiffre à 26,4%. Les activités immobilières sont en baisse (-15,8%). Les branches de l'information et la communication, ainsi que les activités professionnelles, scientifiques et techniques connaissent des reculs respectivement de 6,7% et 6,3%. Les activités de transport et d'entreposage régressent (-2,6%).

La valeur ajoutée de l'administration baisse fortement (-17,0%) à cause des fermetures des écoles et du système de rotation mis en place dans l'administration publique.

Les services financiers connaissent une hausse de (+3,7%) au deuxième trimestre 2020 après avoir enregistré une baisse de 11% au premier trimestre.

Une baisse des impôts et taxes nettes sur les produits

Au deuxième trimestre 2020, la mobilisation des impôts et taxes nets sur les produits recule en volume (-11,8%). Comparés au même trimestre de 2019, les impôts et taxes nets sur les produits baissent également (-12,9%).

Principales révisions :

Les révisions sur les données du PIB trimestriel peuvent être fréquentes et expliquées essentiellement par : - la prise en compte des derniers comptes nationaux annuels (définitif ou provisoire) dans l'estimation des CNT ;

- la mise à jour des indicateurs conjoncturels précédemment collectés ;
- la réestimation des paramètres inhérents même à la méthodologie de calcul des comptes nationaux trimestriels.

Ainsi, suite à la migration des CNT au SCN2008 et à la nouvelle base 2015, la prise en compte des nouveaux indicateurs tels que la Base TVA, et la prise en compte des comptes nationaux provisoires de 2019 :

- le taux de croissance du PIB du T2-2019 a été révisé, passant de 1,6% à 0,0%
- le taux de croissance du PIB du T3-2019 a été révisé, passant de 0,3% à 1,2%
- le taux de croissance du PIB du T4-2019 a été révisé, passant de 3,7% à 4,1%
- le taux de croissance du PIB du T1-2020 a été révisé, passant de -6,6% à -6,4%

Tableau 1 : Valeurs ajoutées brutes trimestrielles CVS en volumes aux prix de l'année précédente chaînés : évolutions et contributions à la croissance selon le secteur d'activité

Code	Branche	Valeurs ajoutées brutes CVS, en milliards de FCFA			Evolutions en glissements trimestriels (t/t-1)			Evolutions en glissements annuels (t/t-4)			Taux de croissance annuel			Ctrib Croissance t/t-1	Ctrib Croissance t/t-4
		2019T4	2020T1	2020T2	2019T4	2020T1	2020T2	2019T4	2020T1	2020T2	2017	2018	2019	2020T2	2020T2
A	Secteur primaire	479,0	487,1	492,1	0,0	1,7	1,0	-1,6	3,0	5,2	-0,2	13,3	1,7	0,2	1,1
A1	Agriculture	344,1	354,4	362,0	0,0	3,0	2,1	-2,6	4,5	8,3	-2,4	18,3	1,9	0,3	1,3
A1.1	Agriculture hors égrenage de coton	332,9	343,5	351,4	-0,1	3,2	2,3	-2,5	4,0	8,4	-4,6	21,2	2,0	0,4	1,2
A1.2	Egrenage de coton	12,0	11,9	11,8	2,3	-1,3	-1,0	-4,7	19,3	6,0	60,6	-25,2	-2,5	0,0	0,0
A2	Elevage	89,5	89,5	89,5	0,2	0,0	0,0	1,5	1,0	0,5	5,7	-0,6	1,0	0,0	0,0
A3	Sylviculture et chasse	34,6	32,5	30,4	0,2	-6,0	-6,4	1,6	-5,1	-11,6	4,8	1,2	1,8	-0,1	-0,2
A4	Pêche et aquaculture	7,5	7,1	6,4	0,1	-5,0	-10,5	1,3	-4,3	-14,7	1,2	0,7	1,5	0,0	0,0
B	Secteur secondaire	511,7	500,0	510,7	7,6	-2,3	2,1	3,0	0,5	0,6	5,9	2,8	2,3	0,6	0,2
B1	Activités extractives	213,3	223,4	239,4	9,4	4,8	7,1	-3,5	0,5	10,8	25,6	9,0	-0,5	0,9	1,3
B2	Activités manufacturières	212,4	198,8	195,9	6,8	-6,4	-1,5	10,1	-1,0	-5,7	-4,2	-1,0	3,7	-0,2	-0,6
B2.1	Agroalimentaire	135,0	128,7	126,1	9,2	-4,7	-2,0	10,2	-2,3	-2,0	-8,4	-0,9	3,9	-0,1	-0,1
B2.2	Fabrication de textiles et articles	27,2	26,6	27,1	0,2	-2,0	1,9	2,4	-0,6	0,6	36,0	5,4	2,0	0,0	0,0
B2.3	Fabrication de produits minéraux	11,3	11,7	12,1	7,6	3,0	3,7	10,5	5,6	14,8	34,9	-0,2	4,1	0,0	0,1
B2.4	Autres industries manufacturières	38,5	31,1	30,0	2,4	-19,1	-3,7	15,1	1,6	-27,9	-	-6,0	4,3	-0,1	-0,5
B4	Electricité - Eau - Assainissement	15,5	15,7	15,8	-1,8	1,0	0,6	12,4	8,3	5,9	-	-4,3	16,2	0,0	0,1
B5	Construction	67,0	58,0	55,0	7,2	-13,4	-5,1	3,0	2,7	-15,9	-5,7	-3,0	4,2	-0,2	-0,5
C	Secteur tertiaire	1 043,3	905,9	757,8	5,4	-13,2	-16,4	11,1	-4,5	-19,7	6,2	3,7	8,4	-6,9	-8,6
C1	Commerce et réparation	215,7	175,3	129,0	3,2	-18,7	-26,4	12,0	-12,3	-38,2	3,2	7,4	6,4	-2,0	-3,3
C2	Transport et entreposage	26,0	22,7	22,1	9,0	-12,8	-2,6	18,1	1,6	-8,7	11,4	-6,2	0,4	0,0	-0,1
C3	Hébergement et restauration	54,2	40,2	29,7	7,8	-25,8	-26,1	5,1	-19,1	-44,4	22,3	-0,3	0,4	-0,4	-1,0
C4	Information et communication	61,6	55,6	51,9	5,5	-9,6	-6,7	7,7	-3,8	-6,1	7,3	-0,1	4,0	-0,2	-0,2
C5	Services Financiers et assurances	52,0	46,3	48,0	0,3	-11,0	3,7	6,1	-8,7	-10,8	7,9	17,9	20,1	0,1	-0,3
C6	Activités immobilières	112,4	106,7	89,9	0,0	-5,0	-15,8	0,1	-5,0	-20,0	4,5	3,2	0,6	-0,7	-1,0
C7	Activités professionnelles, scientifiques, techniques, Services de soutien et de bureau	32,0	30,6	28,7	-2,0	-4,3	-6,3	-1,4	-6,6	-14,6	-5,9	29,9	11,0	-0,1	-0,2
C8	Services d'administration publique et autres services collectifs ou personnels	486,9	424,3	352,1	8,2	-12,9	-17,0	15,4	0,3	-12,6	6,3	1,0	11,9	-3,6	-2,5
T1	Total	2 030,3	1 891,4	1 762,6	4,6	-6,8	-6,8	5,6	-1,4	-8,1	4,6	5,6	5,0	-6,1	-7,3
D	Impôts et taxes nets sur les produits	271,0	264,7	233,4	-0,3	-2,3	-11,8	7,2	-1,3	-12,9	21,6	16,3	11,8	-1,2	-1,3
T2	Produit Interieur Brut	2 301,2	2 154,1	1 996,8	4,1	-6,4	-7,3	5,8	-1,4	-8,6	6,2	6,7	5,7	-7,3	-8,6

Tableau2 : PIB à prix courant, Déflateurs trimestriels, Evolutions en valeurs et variation du déflateur en glissement trimestriel et en glissement annuel évolutions

Code	Branche	Valeurs ajoutées brutes CVS, en milliards de FCFA			Evolutions en glissements trimestriels (t/t-1)			Evolutions en glissements annuels (t/t-4)			Taux de croissance annuel en valeur			Evolution du déflateur t/t-1	Evolution du déflateur t/t-4
		2019T4	2020T1	2020T2	2019T4	2020T1	2020T2	2019T4	2020T1	2020T2	2017	2018	2019	2020T2	2020T2
A	Secteur primaire	467,2	464,2	459,2	1,4	-0,6	-1,1	-8,2	-4,2	-3,8	2,1	22,0	-8,2	-2,1	-8,6
A1	Agriculture	345,5	346,0	344,7	1,8	0,1	-0,4	-13,0	-6,0	-3,6	4,1	31,9	-12,9	-2,5	-11,0
A1.1	Agriculture hors égrenage de	331,3	337,2	335,8	2,0	1,8	-0,4	-13,6	-5,0	-1,8	0,9	35,3	-13,0	-2,6	-9,4
A1.2	Egrenage de coton	14,2	8,8	8,9	-1,7	-37,7	0,6	2,9	-33,9	-43,0	92,2	-17,9	-9,9	1,5	-46,2
A2	Elevage	78,5	77,0	76,0	0,0	-1,8	-1,4	12,4	4,0	-1,3	-7,2	-6,9	13,3	-1,4	-1,8
A3	Sylviculture et chasse	36,1	34,3	32,1	0,4	-5,0	-6,3	3,9	-2,8	-10,0	6,6	0,1	3,7	0,1	1,8
A4	Pêche et aquaculture	7,2	6,9	6,5	-0,1	-4,0	-6,3	-0,8	-4,5	-10,2	3,3	-0,1	-1,3	4,8	5,2
B	Secteur secondaire	610,5	629,3	623,5	7,1	3,1	-0,9	6,9	4,0	2,0	8,8	6,2	9,6	-3,0	1,4
B1	Activités extractives	274,0	288,4	280,1	20,9	5,3	-2,9	8,2	-0,9	7,1	23,8	12,5	8,2	-9,4	-3,4
B2	Activités manufacturières	237,0	247,9	252,4	-0,6	4,6	1,8	2,4	11,4	1,2	-0,6	3,5	8,9	3,4	7,3
B2.1	Agroalimentaire	157,8	169,1	166,1	-4,3	7,1	-1,8	3,7	15,8	0,9	-3,9	6,3	11,2	0,3	3,0
B2.2	Fabrication de textiles et articles d'habillements	27,4	27,4	27,4	0,3	0,0	0,0	2,8	1,7	0,8	37,6	5,1	2,4	-1,9	0,2
B2.3	Fabrication de produits	12,7	12,3	12,9	8,0	-3,1	4,3	14,5	1,4	9,7	28,8	-1,1	8,2	0,5	-4,5
B2.4	Autres industries	39,0	39,1	46,0	13,2	0,1	17,9	-6,0	4,5	0,1	-11,9	-5,7	5,0	22,5	38,8
B4	Electricité - Eau - Assainissement	22,1	22,3	22,4	-0,9	1,0	0,7	21,7	13,9	8,8	-8,5	1,1	26,7	0,1	2,7
B5	Construction	77,4	70,7	68,5	-6,5	-8,7	-3,0	13,0	-1,3	-13,8	4,3	-3,7	12,4	2,2	2,6
C	Secteur tertiaire	1 053,5	999,7	933,1	-1,9	-5,1	-6,7	7,7	3,5	-13,5	8,1	5,1	10,2	11,6	7,6
C1	Commerce et réparation	207,2	173,1	128,1	3,5	-16,5	-26,0	9,2	-10,8	-36,1	3,4	7,4	2,8	0,6	3,4
C2	Transport et entreposage	38,0	32,4	31,5	6,6	-14,5	-2,9	31,9	6,4	-10,9	27,9	-6,5	14,4	-0,3	-2,4
C3	Hébergement et restauration	52,0	39,5	29,4	8,2	-24,0	-25,6	7,8	-15,8	-42,1	15,9	-2,0	2,7	0,7	4,2
C4	Information et communication	59,8	57,0	54,2	-9,6	-4,7	-4,9	13,4	4,4	-9,6	9,1	-2,7	7,2	1,9	-3,8
C5	Services Financiers et assurances	52,3	53,2	55,9	-8,5	1,6	5,2	0,5	-2,5	-4,6	13,4	17,6	21,5	1,4	6,9
C6	Activités immobilières	112,4	106,8	90,0	0,0	-5,0	-15,8	0,1	-4,9	-20,0	4,6	3,2	0,7	0,0	0,0
C7	Activités professionnelles, scientifiques, techniques, Services de soutien et de bureau	37,5	33,5	33,6	3,5	-10,7	0,3	3,2	3,8	-12,7	-2,4	29,9	14,7	7,0	2,2
C8	Services d'administration publique et autres services collectifs ou	494,2	504,1	510,4	-4,5	2,0	1,3	7,9	14,4	-2,4	9,1	4,8	15,4	22,0	11,6
T1	Total	2 131,3	2 093,1	2 015,8	1,3	-1,8	-3,7	3,5	1,8	-7,0	6,9	9,3	5,3	3,3	1,2
D	Impôts et taxes nets sur les produits	232,9	235,4	232,5	2,8	1,1	-1,2	3,7	4,7	2,9	15,7	5,4	2,3	12,0	18,2
T2	Produit Interieur Brut	2 364,2	2 328,6	2 248,3	1,4	-1,5	-3,4	3,5	2,1	-6,1	7,7	8,9	5,0	4,2	2,7

Equipe de travail

Directeur Général : **Boureima OUÉDRAOGO**

Directeur Général Adjoint **Bernard BÉRÉ**

Directeur des Statistiques et des Synthèses Économiques : **B. François RAMDÉ**

Chef de service des comptes économiques et des analyses macroéconomiques : **Pousga Dieudonné SAWADOGO**

Équipe de rédaction :

Fati ZOURÉ

Wendéyidé KABORÉ

Moussa TRAORÉ

B. Ferdinand NEYA

Bawomo NEZIEN

Arsène NABI

Alizeta OUÉDRAOGO

Babou BAKO

Israël SAWADOGO

Équipe de collecte :

Maliki OUÉDRAOGO

Yacouba TRAORÉ

Elysée KABORÉ

Marguerite SAWADOGO

Yacouba KOEFFI

Ibrahima OUÉDRAOGO

Sibiri SEBEGO

DSSE/SCEAM/2020/05
SEPTEMBRE 2020

Institut national de la statistique et de la démographie (INSD)
Avenue Pascal ZAGRE, Ouaga 2000
01 BP : 374 Ouagadougou 01 – Burkina Faso
Tél : +226 25 37 62 04 - Fax : +226 25 37 62 26
Site internet : www.insd.bf - Email : insdbf@yahoo.fr ou insd@insd.bf